

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/cb

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 25/85 V e r t r a u l i c h

Besuch CFA in Bonn, 19./20. Juni 1985:

Der Departementschef wird am 19./20. Juni Aussenminister Genscher in Bonn einen Besuch abstatten. Die letzten Gespraechе auf Aussenministerebene mit der Bundesrepublik hatten im September 1982 (anlaesslich Staatsbesuch Carstens) bzw. 1979 (CFA in Bonn) stattgefunden.

Vorgesehen ist ein Gedankenaustausch ueber die Ost-West-Beziehungen (insbesondere Verhaeltnis USA - UdSSR, innerdeutsche Beziehungen, KSZE-Konferenzen), Europaratsfragen, die Beziehungen der Schweiz bzw. der EFTA zur EG, Fragen der technologischen Zusammenarbeit (SDI, Eureka), die UNO und Probleme der UNESCO sowie einige bilaterale Fragen (Rechtsfragen betreffend Medien, Doppelbesteuerungsabkommen etc.).

Neben einem informellen Abendessen, den Konsultationen und einem Mittagessen mit AM Genscher planen Gastgeber Hoeflichkeitsbesuch bei Bundespraesident v. Weizsaecker.

Conseil de l'Europe:

Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. K. Ahrens, a effectué du 12 au 14 juin une visite officielle en Suisse, à l'invitation de l'Assemblée fédérale. Il a rencontré les

Letzte Zeile

184 150 000 24665

Datum: 17.6.85
Tel. intern 30.53

Visum:

Dodis



Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Présidents des deux Chambres, les membres de la Délégation parlementaire suisse au Conseil de l'Europe ainsi que le Président de la Confédération et les Conseillers fédéraux Aubert et Egli. M. Ahrens a également participé à une réunion des Chambres, notamment à l'occasion de l'examen par le Conseil national des rapports du Conseil fédéral et de la Délégation parlementaire suisse au Conseil de l'Europe sur les activités de la Suisse à Strasbourg.

Entretiens ont principalement porté sur le rôle du Conseil de l'Europe dans la nouvelle phase de la construction européenne, marquée par l'élargissement de la CE à 12 des 21 Etats membres de l'Organisation de Strasbourg. Accord sur importance du Conseil de l'Europe en tant que pont entre les pays membres et les pays non-membres de la CE. Accord également sur la nécessité de fixer des priorités claires dans les activités de l'Organisation de Strasbourg et sur l'opportunité de renforcer le dialogue politique.

Contribution éminente des Parlementaires aux travaux du Conseil de l'Europe et rôle de ceux-ci dans la sensibilisation des pays membres ont par ailleurs été relevés. Unanimité enfin sur l'opportunité d'un dialogue étroit entre l'Assemblée parlementaire et le Comité des ministres.

M. Ahrens s'est également rendu au Centre Jean Monnet pour l'Europe à Dorigny où il a tenu une Conférence sur la réconciliation franco-allemande.

Letzte
Zeile

184 156 1100 24665	Datum: _____	Visum:
	Tel. intern. _____	

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Rencontre des Secrétaires d'Etat aux AE des 4 pays neutres.

Les Secrétaires d'Etat, respectivement Secrétaires généraux aux AE des 4 pays neutres (Autriche, Finlande, Suède et Suisse) se sont réunis le 11 juin 1985 à Vienne.

Les entretiens ont porté notamment sur la situation internationale, certaines crises régionales et les relations Est-Ouest, sur la neutralité, les organisations internationales, le projet Eurêka ainsi que sur le processus de la CSCE.

Les Secrétaires d'Etat ont évoqué les chances d'un sommet Reagan/Gorbatchev que tous voudraient voir se réaliser prochainement, tant il est vrai qu'il est seul de nature à pouvoir donner une impulsion nouvelle aux négociations Est-Ouest qui sont pour la plupart d'entre elles dans l'impasse.

Les quatre ont passé en revue l'état de leurs relations bilatérales respectives avec les pays de l'Est en constatant que celles-ci se trouvaient en général dans une phase d'amélioration et d'intensification du dialogue.

Passant au problème de la neutralité, ils ont constaté que les résultats de la rencontre des responsables des affaires juridiques

Letzte
Zeile

184 150 010 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

AN: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

aux MAE respectifs, qui s'est tenue à Vienne le 18 avril 1985, était utile et devrait avoir lieu tous les 2 ans. Le principe d'un séminaire sur la neutralité, organisée par la Suède, a été retenu. IL s'agira encore d'en définir très exactement les modalités et de choisir les participants. Toujours dans ce même cadre du problème de la neutralité, le problème des sanctions économiques a été évoqué. BRE a rappelé à ce propos la position suisse qui considère ces mesures généralement contre-productives. De surcroît, elles touchent les couches les plus défavorisées des pays qu'elles sont supposées sanctionner. C'est pourquoi la Suisse, à l'instar de ce qu'elle a fait au moment des sanctions décrétées par les Etats-Unis contre l'Iran, par les pays de la Communauté contre l'Argentine, ne participera d'aucune façon à celles décrétées contre le Nicaragua ou à celles décrétées unilatéralement par certains pays contre l'Afrique du Sud.

Les quatre se sont entendus pour que leurs délégations à la Conférence générale de l'UNESCO à Sofia se rencontrent un jour avant le début de la conférence et qu'elles restent en contact durant son déroulement.

BRE a également porté officiellement à la connaissance de ses collègues la candidature Hocké au HCR et a demandé leur appui.

Concernant la coopération européenne, BRE, comme ses collègues au-

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

trichien et suédois, considère que le rôle du Conseil de l'Europe, en tant que courroie de transmission entre les membres de la CE et les non-membres ne doit pas être sous-estimé. Un changement d'attitude des pays de l'Est à l'égard du Conseil de l'Europe a été constaté et le fait que la Hongrie a souhaité s'exprimer dans le cadre du Conseil de l'Europe sur sa conception du Forum culturel de Budapest en est un des symptômes.

Concernant la participation des neutres à une conférence du type de San José, si ceux-ci devaient être approchés par le Groupe de Contadora afin d'y participer, ils examineraient une telle demande favorablement.

En ce qui concerne le SDI, BRE a rappelé que le Conseil fédéral n'avait pas encore officiellement pris position sur cette question, mais qu'il ne tarderait pas à le faire à l'occasion d'une interpellation parlementaire. Comme pays neutre, il conviendra toutefois de mesurer ce que l'on dira et de ne pas accepter les slogans ou les formules toutes faites à propos de ce système, et cela d'où qu'ils viennent.

Quant au projet Eurêka, les 4 représentants des pays neutres sont tombés d'accord pour dire qu'il convient d'attendre des explications supplémentaires de la France, qui pourraient être données après le sommet de Milan, et que la solution à ce problème institu-

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

7411 LDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

tionnel influencera la décision qui sera prise à ce propos.

La discussion sur la CSCE a permis de préciser le type de collaboration entre les N+N (voir également circulaire de l'Ambassadeur

Letzte Zeile

84 150 010 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Large empty box for stamp or signature.

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Ritter du 7.6.1985, (''La Suisse et les N+N'') et la limite de cette collaboration. Les N+N ne formant pas un bloc, il n'est pas toujours possible d'obtenir l'unanimité. Mais il faut éviter que ce groupe se montre divisé et ainsi réduise son impact. Ils sont tombés d'accord pour provoquer dans le courant de l'année une réunion de travail des N+N pour examiner l'ensemble de ces questions.

BRE a également insisté sur le lien entre Ottawa et Stockholm. Le respect de tous les principes de l'Acte final d'Helsinki, donc aussi celui des droits de l'homme et des libertés fondamentales, est essentiel pour que la détente soit rétablie et pour améliorer les relations entre les pays à système politique, économique et social différent. Il s'agit là d'un principe interétatique et demander qu'il soit respecté ne peut d'aucune façon être considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Les résultats d'Ottawa devront naturellement être analysés lors de la Réunion de Vienne, comme d'ailleurs ceux de toutes les autres activités entre Madrid et Vienne, et donc aussi la première phase de la Conférence de Stockholm. Il est évident que le peu de progrès ou les progrès minimes enregistrés à Ottawa risquent de compromettre les travaux d'autres enceintes de la CSCE, car tout se tient à l'intérieur du processus de la CSCE. Ce n'est pas nous qui établissons un linkage. Ce lien a été voulu par les 35 Etats participants à Madrid.

Letzte
Zeile

Datum: _____ Tel. intern _____	Visum: _____

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

On nous demande à Stockholm également de développer un des principes du décalogue d'Helsinki, à savoir celui du non-emploi de la force. Il sera difficile de le développer sans tenir compte des proportions dans lesquelles aura été développé le principe que nous discutons ou que nous avons discuté à Ottawa.

Letzte
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

ALL. EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Conseil d'administration PNUD:

Semaine 10 au 14 juin a eu lieu à New York réunion à haut niveau du conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le Développement. Questions principales débattues: volume et distribution des ressources du PNUD pour le quatrième cycle de planification 1987-1991. Tous les pays donateurs ont réaffirmé leur confiance dans le Programme et leur intention de maintenir leurs prestations au moins au niveau actuel en termes réels. Problème distribution concerne désir des pays donateurs que le Programme se concentre encore plus sur les pays les plus pauvres. Appréciation générale positive pour le rôle joué par le PNUD dans la crise africaine et dans l'amélioration de la coordination des aides. Délégation suisse dirigée par Ambassadeur Staehelin.

Brunner.

NNNN

Letzte
Zeile

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

Politische Rechte der Auslandschweizer - Briefliche Stimmabgabe der Ehegatten der Auslandsbeamten:

- 1) Wie Euch inzwischen aus der Presse schon bekannt, hat der Bundesrat am 10. Juni 1985 aufgrund wenig ermutigender Vernehmlassungsergebnisse beschlossen, auf die Ausarbeitung einer Botschaft und eines Entwurfs für eine Revision des Auslandschweizerstimmrechtsgesetzes zu verzichten. Die briefliche Stimmabgabe aus dem Ausland oder die Ausübung des Stimmrechts durch Stellvertretung werden somit weiterhin nicht in Betracht gezogen. Die Auslandschweizer müssen vielmehr nach wie vor in die Schweiz kommen, wenn sie an eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen teilnehmen wollen.

- 2) Weniger Echo in der Presse fand ein weiteres Geschäft mit erheblicher Tragweite für unser Departement. Ebenfalls in seiner Sitzung vom 10. Juni 1985 behandelte der Bundesrat eine am 21. März 1985 eingereichte Interpellation von Ständerätin Monique Bauer. Sie erkundigte sich darin über den Stand der Behandlung ihrer 1979 erheblich erklärten Motion und die Folge, die der Bundesrat ihr zu geben gedenkt. Diese Motion forderte bekanntlich die Einführung der brieflichen Stimmabgabe für die Ehegatten unserer Auslandsbeamten. In seiner Antwort auf die erwähnte Interpellation nahm der Bundesrat Bezug auf seinen Beschluss, das Auslandschweizerstimmrecht nicht zu revidieren und ergänzte: "Le Conseil fédéral estime qu'il n'est pas possible de traiter les conjoints des fonctionnaires suisses différemment des autres Suisses de l'étranger. C'est la raison pour laquelle il a l'intention de proposer dans son rapport de gestion 1985 le classement de la motion Bauer." Frau Bauer erklärte sich von dieser Antwort "ganz und gar nicht befriedigt". Sie bedeute eine Vernachlässigung und Abwertung der Rolle der Ehegatten unserer Auslandsbeamten.

- 3) Wir hätten die Motion Bauer gerne verwirklicht gesehen; unsere Anstrengungen waren darauf ausgerichtet. Der Bundesrat hat nach Diskussion mit Kollegialbeschluss anders entschieden. Die eidgenössischen Räte werden im Sommer 1986 bei der Behandlung des Geschäftsberichtes 1985 Gelegenheit haben, zu der vom Bundesrat vorgeschlagenen Klassierung der Motion Bauer Stellung zu nehmen.

- 4) Wir benutzen diesen für unzählige Ehegatten unserer Mitarbeiter verständlicherweise enttäuschenden Anlass, um sie einmal mehr unserer grossen Wertschätzung zu versichern und ihnen für ihren ebenso unermüdlichen wie selbstlosen Einsatz für unser Departement bestens zu danken.

OECD-Handelskomitee, Sitzung vom 11./12. Juni (schweizerischer Vertreter Botschafter Blankart):

Es wurde mit Befriedigung Kenntnis genommen von den anlässlich des informellen Handelsministertreffens in Stockholm erzielten Fortschritten zur Vorbereitung der neuen Verhandlungsrunde im GATT. Weiteres Vorgehen (länderweise "Submissions" bis Juli etc.) wurde besprochen. - Weiter fand ausgedehnte informelle Diskussion über die Handelsbeziehungen mit Japan statt, wobei die EG und die USA die ausführlichsten Plädoyers für eine stärkere Oeffnung des japanischen Marktes abgaben. Schweiz trat namentlich für besseren Schutz geistigen Eigentums in Japan ein. Japanische Vertreter gaben wenig substantielle bzw. eher

verharmlosende Erklärungen ab. - Punkto Rollback zeigte sich, dass die Ausführung des ministeriellen Mandats von April 1985 (nationale Eingaben bis 15. Oktober, konkretes Rollback-Programm bis OECD-Minsterkonferenz 1986) schwierig werden dürfte, indem die Bereitschaft zu echtem Rollback insb. bei den USA klein ist und kommende neue GATT-Runde und MFA-Renegoziation 1986 mitzuberücksichtigen sind. Bedeutung des Standstills (protektionistischer Druck im US-Kongress) wurde namentlich von EG unterstrichen. - Dank schweizerischem Vorschlag über weiteres Vorgehen (faktuelle Studien über 7 Problembereiche) konnte gewisse Deblocierung des High-Tech-Dossiers erreicht werden. Arbeitsgruppe des Komitees soll konzeptuelle Arbeit über internationalen Dienstleistungshandel weiter vertiefen.

Consultations économiques Finlande:

Ambassadeur Lévy a conduit délégation suisse consultations économiques Finlande - Suisse à Helsinki, 11 - 12 juin 1985. Les deux délégations ont abordé les questions relevant du nouveau GATT-round (notamment appréciation finlandaise de la réunion des ministres commerce à Stockholm), de l'AELE (programme de travail AELE), des rapports CE - AELE (suites de la rencontre ministres AELE/Delors de Vienne, préparation prochaines réunions hauts fonctionnaires AELE - sous présidence finlandaise - et high level contact group avec commission CE) et suites élargissement CE pour pays AELE. Dans secteur bilatéral Lévy a soulevé les problèmes de l'accès de fromages suisses au marché finlandais, de la taxe finlandaise de péréquation à l'importation, des problèmes de l'industrie pharmaceutique suisse et de Chocosuisse en Finlande, ainsi que de la redevance suisse sur les poids lourds. De son côté, la Finlande a abordé la question des exportations agricoles et de Vodka vers la Suisse et celle d'une procédure anti-dumping contre Landis + Gyr.

Lévy a prononcé discours pour hommes d'affaires suisses et finlandais à l'occasion de déjeuner organisé par Association commerciale Suisse-Finlande, déjeuner qui a également fourni occasion d'un échange de vues avec milieux économiques privés et journalistes.

Pourparlers économiques Norvège:

Au cours de son séjour à Oslo (13-14 juin), l'ambassadeur Lévy a eu des discussions qui ont porté sur le nouveau round du GATT, le follow-up de Luxembourg, les conséquences pour l'AELE de l'élargissement de la CEE et les affaires bilatérales (fromage, explosifs) avec K.M. Frederiksen, directeur général au ministère du commerce. Il a également été reçu par Arne Synnes, Secrétaire d'Etat de ce même ministère, avec lequel il s'est entretenu du projet Eureka et du Comptoir suisse.

En ce qui concerne l'organisation d'un nouveau round du GATT, la Norvège perçoit chez les pvd, depuis le dernier conseil du GATT, une attitude plus constructive. Elle est satisfaite de la réunion de Stockholm.

La Norvège se réjouit du résultat de la rencontre AELE/CEE de Vienne. Comme la Suisse, elle est en faveur d'un haut degré d'ambition et veut prendre la CEE au mot. Elle veut poursuivre l'action proposée par elle en matière de procédure anti-dumping.

Deux domaines de coopération parmi ceux proposés par la Commission de la CEE dans son rapport au conseil sur le follow-up de Luxembourg re-

tiennent son attention: l'environnement et les affaires économiques, monétaires et sociales. La situation en matière de pêche a également été évoquée.

Ambassadeur Staehelin a eu 13-14 juin à Washington entretiens au Département d'Etat, au Congrès et à la Banque mondiale sur politique développement et situation en Afrique.

Il ressort de ces entretiens que l'administration Reagan arrivée avec notions critiques et quelque peu doctrinaires au sujet politique d'aide au développement et rôle des institutions multilatérales de financement du développement, grâce à "learning process", semble mieux voir complexité situation pays en développement. Majorité des troupes républicaines au Congrès n'a cependant pas suivi cette évolution. La reconnaissance par l'administration du rôle utile joué par les institutions multilatérales de développement va toujours de pair avec une surveillance critique sur l'utilisation par ces dernières des moyens dont elles disposent. Le fil conducteur de l'approche américaine peut être résumé par: oui aux institutions multilatérales mais meilleure utilisation de l'argent à disposition, oui à l'aide aux PVD mais ces derniers doivent mettre de l'ordre dans leur maison, créer un environnement favorable à la croissance économique, favoriser le secteur privé.

Banque mondiale essaye de tenir compte de ces tendances.

Coopération Banque mondiale-Suisse tant dans cadre cofinancement avec IDA que dans cadre facilité spéciale pour Afrique très satisfaisante.

Situation en Afrique (entretien avec Ass. Secretary of State Crocker, qui vient de rentrer du Soudan): Soudan, évolution très préoccupante, nouvelles autorités sans expérience confrontées à nombreuses forces hétérogènes. Etats-Unis considèrent que situation réfugiés venant d'Ethiopie est en voie de se détendre. Par contre, elle devient extrêmement critique pour les Soudanais eux-mêmes (10 millions de personnes touchées), notamment dans sud et dans ouest à cause sécheresses et problèmes logistiques dans acheminement de l'aide extérieure. Etats-Unis ne voient d'autre choix que poursuivre programme d'aide en souhaitant processus avec FMI, BIRD et autres pays conduisant à assistance supplémentaire substantielle.

Afrique du Sud: pour Crocker il n'y a pas d'alternative à politique US actuelle, action éventuelle (sanctions) du Congrès ne changera pas situation. Pretoria a pris certaines mesures mais sur fond de violence qui crée chez communauté blanche esprit très défensif. Relations RSA-Angola pas au point de rupture. Pas d'issue militaire aux problèmes internes angolais.

Mozambique: situation interne très difficile. Les rebelles nullement en mesure prendre le pouvoir mais grand risque c'est le chaos. US continuent assistance au Mozambique.

Brunner.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 17. Juni 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 25/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

17. Juni 1985

Informations- und Pressedienst

So 18. Juni 85 15

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 25/85 VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Informations- und Pressedienst

Bern, den 17. Juni 1985
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 25/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Lagos	- Peking
- Bagdad	- Lissabon	- Prag
- Bangkok	- London	- Pretoria
- Brasilia	- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Madrid	- Riad
- Buenos Aires	- Mexiko	- Rom
- Canberra	- Moskau	- Santiago
- Caracas	- Nairobi	- Stockholm
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Teheran
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Tel Aviv
- Dublin	- Ottawa	- Tokio
- Helsinki	- Oslo	- Warschau
- Jakarta	- Paris (auch OECD)	- Washington
- Kairo		- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.